

ment mais, essentiellement, il cherche à modifier l'article 2 du bill en insérant le terme «pêches» dans le titre du nouveau ministère de l'Environnement. Soit dit en toute déférence, nous devrions essayer de nous en tenir au sujet et à la question de savoir si, oui ou non, le terme «pêches» doit faire partie du titre du ministère. Je prierais le député de bien vouloir rester dans le sujet.

M. Lundrigan: Monsieur le président, j'ai toujours eu la plus grande admiration et le plus grand respect pour vous-même et vos fonctions. Le lien entre mes commentaires et l'amendement à l'étude n'était peut-être pas évident, et je m'empresse de revenir au sujet comme l'exige le Règlement de la Chambre. Je sais que d'autres députés veulent prendre la parole au sujet de l'amendement. Je rendrai donc mes commentaires pertinents comme Votre Honneur le demande, en les faisant porter sur l'amendement.

M. Alexander: Vous êtes en plein dedans John.

M. Lundrigan: Monsieur le président, je prétends que la désignation du ministre chargé de la Commission du blé, de l'Immigration...

Une voix: Et de la statistique.

M. Lundrigan: ...de la statistique, du chômage, de la Main-d'œuvre ainsi que le ministre de l'Agriculture et le ministre de l'Expansion économique régionale s'occupent tous du développement rural. Comment les députés de l'Ouest du Canada, y compris le député de Peace River, le député de Camrose, le député de Vegreville et le député de Vermillion...

M. Paproski: Le député d'Edmonton-Centre.

M. Lundrigan: ...le député d'Edmonton-Centre, les députés des grandes provinces du Manitoba et de la Saskatchewan réagiraient si le gouvernement décidait de supprimer le ministère de l'Expansion économique régionale, le ministère de l'Agriculture et la Commission du blé en créant un ministère du développement rural?

Une voix: Ils n'ont pas à s'en soucier, car ces ministères sont de toute façon réduits à néant.

Des voix: Oh, oh!

M. Lundrigan: Monsieur l'Orateur, on me lance toutes sortes d'observations non pertinentes. Comment ces députés réagiraient-ils à pareil changement? Comment les députés qui entrent dans la ronde du très honorable représentant—je puis encore l'appeler ainsi, je suppose—réagiraient-ils à un projet de loi modifiant le nom de ce ministère? Je songe au député de l'Ouest du Canada qui a assisté à l'organisation libérale à Regina. Il s'inquiète du chômage au pays. Je me demande comment l'éminent représentant d'Assiniboia réagirait si on changeait le nom du ministère de l'Agriculture. Et comment l'honorable représentant des Prairies et celui de Gaspé—j'allais l'oublier—réagiraient-ils à de pareils changements? Ce député est un Canadien de distinction; il est en faveur de conserver le mot «pêches». J'aimerais savoir quelle serait la réaction du représentant qui a occupé le fauteuil pen-

dant un certain temps, celui qui occupe maintenant un poste de secrétaire parlementaire. Comment le député de Madawaska-Victoria réagirait-il à la création d'un ministère du développement rural par la suppression de certains ministères en existence depuis des années?

Je voudrais connaître la réaction des députés du Québec à ce changement. Comment se résigneraient-ils à la suppression du ministère de l'Industrie et du Commerce et à son remplacement par un ministère de la Fabrication? Que diraient-ils si nous réunissons en un seul ministère sous la rubrique de la fabrication tous les aspects du développement économique? Quelle serait la réaction de ces députés devant la création de ce genre de ministère comme tributaire d'un autre? Je voudrais que ces députés nous disent comment ils réagiraient à une chose pareille. Je fais cette proposition seulement dans l'espoir que mes amis des régions rurales du Canada expriment leurs sentiments sur ce genre de distinctions entre les ministères de l'État.

• (9.50 p.m.)

Il va de soi que nous n'en sommes pas encore au point d'avoir un gros mot à dire dans l'économie canadienne. Des députés de diverses provinces du Canada ont exprimé leur inquiétude aujourd'hui. Laissez-moi vous dire que notre inquiétude relative à la dégradation et à la déchéance du ministre des Pêches n'est pas la moindre; elle est des plus sérieuses. Quand le gouvernement aura fait une loi du bill C-207 en passant sur nos cadavres...

M. McGrath: Sur les cadavres des pêcheurs.

M. Lundrigan: ...sur les cadavres de ceux qui se préoccupent de l'industrie de la pêche au Canada, nous représenterons le seul gouvernement au Canada à ne pas avoir de ministère des Pêches. Pouvez-vous imaginer, monsieur le président, un gouvernement fédéral qui prend sur lui d'avilir les pêcheries à ce point. En Colombie-Britannique, on a un ministre des Pêcheries et son collègue est en ce moment de passage à Washington. Mais il reviendra et j'ai grande confiance qu'il saura montrer aux Canadiens à quel point il se préoccupe de l'industrie de la pêche. Nous avons beaucoup de députés de la Colombie-Britannique. L'année dernière, à titre de membre du comité des pêches, j'ai visité le sud de la Colombie-Britannique et l'île de Vancouver de même que certaines parties de la grande circonscription du ministre des Travaux publics, pour qui j'ai beaucoup d'admiration.

Ce que je veux faire ressortir, c'est que j'ai visité aussi le nord-ouest de la Colombie-Britannique et la région de Prince Rupert. Je me souviens d'y avoir rencontré un personnage qui est membre de l'assemblée législative, c'est-à-dire M. Britt, de Prince Rupert. Certains députés le connaissent. Il est non seulement député à l'assemblée législative de la Colombie-Britannique mais est devenu aussi le maire éminent de la municipalité de Prince Rupert. Il est né à Fogo, à Terre-Neuve, dans la circonscription de Gander-Twillingate.

C'est ainsi que nous avons contribué à la confédération canadienne, en envoyant dans les différentes parties du